

# **LES DOCKS DES PETROLES D'AMBES**

Société Anonyme au Capital de : € 748.170  
Siège social : Avenue des Guerlandes  
Bassens  
33565 Carbon-Blanc Cedex  
RCS Bordeaux B 585 420 078

## **RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

**AU 30 JUIN 2010**

# **RAPPORT D'ACTIVITE**

## **EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE**

### **Evolution au 30 juin du sinistre d'Ambés de janvier 2007**

1. La procédure judiciaire est toujours en cours, aussi bien sur le volet technique pour la recherche des causes de la rupture du bac, que sur le volet financier de l'évaluation du préjudice global. Le rapport de l'expert judiciaire devrait être finalisé fin d'année 2010, ce qui permettra de déterminer les responsabilités des sociétés impliquées.
2. Le 23 décembre 2008, les assureurs de la société VERMILION ont assigné les sociétés ESSO, SPBA et DPA à comparaître devant le Tribunal de Commerce de Nanterre.  
Les assureurs de la société VERMILION mettent en demeure les sociétés ESSO SAF, DPA et SPBA à s'acquitter in solidum des sommes suivantes :
  - 7.575.000 € au titre des dommages remboursés par les assureurs à la société VERMILION, augmentée des intérêts de retard,
  - 300.000 € au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile.

Le juge rapporteur du Tribunal de Commerce de Nanterre a décidé, le 26 juin 2009, d'un sursis à statuer dans l'attente de la publication du rapport final de l'expert judiciaire, courant 2010.

A ce stade de l'expertise, le Président considère avoir effectué les diligences nécessaires et agi au mieux de l'intérêt de DPA dans la gestion du sinistre. En conséquence, il estime cette demande infondée et n'a constitué aucune provision au titre de ce contentieux.

### **Charges de gros entretien**

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2010 les charges de gros entretiens se sont élevées à la somme de 232.890 € contre 1.373.829 € sur l'exercice 2009.

Les prévisions de charges sur le 2<sup>ème</sup> semestre sont évaluées à 1.000 k€ et portent essentiellement sur les réservoirs. L'impact sur le résultat du second semestre sera important, ce qui devrait entraîner une évaluation du résultat annuel légèrement inférieur à celui du 30 juin 2010.

### **Inventaire physique des immobilisations**

La société a fait réaliser par un organisme spécialisé, un inventaire physique de ses immobilisations afin de faire :

- Une mise à jour de ses bases comptables
- Une mise à jour de ses valeurs assurées

Le résultat de cet inventaire sur les comptes semestriels est le suivant :

- Valeur brute des actifs sortis : - 788.461 €
- Amortissements de ces actifs : + 639.702 €
- Reprise d'amortissements de caducité : + 233.415 €
- Résultat positif dégagé : + 84.656 €

## ACTIVITES DES DEPÔTS

L'activité des entrepôts, au cours du premier semestre 2010, s'analyse de la façon suivante :

### Dépôt de Bassens

Les expéditions de produits blancs baissent de 6.5% pour atteindre 1.385.672 m<sup>3</sup> contre 1.481.845 m<sup>3</sup> au premier semestre 2009. Le détail est le suivant :

	1er semestre 2010	1er semestre 2009	%
Fuel domestique	490.056	585.799	- 16.34
Essences	119.546	134.017	- 10.80
Gazole	725.845	707.887	+ 2.54
Jet A1	50.225	54.142	- 7.23

Nous envisageons pour l'année 2010 une activité d'environ 2.800.000 m<sup>3</sup>, ce qui représente une baisse de 3,41 % par rapport à 2009 et 1.75 % par rapport au budget prévisionnel de 2010.

### Depôt de Bayon

Les volumes de produits qui ont transités au 1<sup>er</sup> semestre 2010 sur le dépôt de BAYON se résument de la façon suivante :

	Déstockage 2009	entrées 2010	cumul sorties 2010
Fuels lourds	4.792	3.945	8.737
CLAMC	397	3.230	3.627
Huiles de Palme		9.986	9.986
Essences de papeterie	2.984	2.613	5.597
Tall oil Taïba	- 372	1.887	1.515
	7.801	21.661	29.462

A compter du 1er juillet, en dehors des capacités louées à la SAGESS et un reliquat d'huiles de Palme, il n'y a plus d'activité génératrice de chiffre d'affaires sur ce dépôt. Les mouvements restant concernent uniquement les nettoyages de réservoirs.

## ANALYSE DU BILAN :

Au cours du premier semestre, la société a mis en service 2.415.681 € d'investissements. Les principaux postes sont :

- 2 postes de chargements camions pour 986 k€
- Travaux d'amélioration sur 3 bacs pour 399 k€
- Logiciel de gestion des flux camions pour 175 k€
- Logiciel de gestion des postes de chargement pour 163 k€
- Nouveau local automatisme pour 67 k€

Le poste « immobilisation en cours » correspond essentiellement à :

#### Bassens

- Changement de deux fonds de bac pour 1.227 €
- Modernisation de l'hydraulique de la pomperie produits pour 217 k€
- Motorisation des vannes produits à Bassens pour 148 k€
- 4 nouveaux postes de chargement pour 1.016 k€

#### Bayon

- Travaux sur appontement 517 à Bayon pour réception de GOM pour 538 k€

Les créances clients sont en baisse. Cette variation est normale du fait des facturations de régularisations annuelles d'activité faites en décembre 2009.

Les disponibilités sont en baisse du fait de l'utilisation de découverts bancaires pour le financement des investissements.

Les charges constatées d'avance augmentent du fait de nombreux contrats facturés en début d'exercice pour l'année entière.

Le poste « emprunts » se décompose de la façon suivante :

Emprunts (capital et intérêts)	5.479.531 €
Découverts bancaires	257.712 €

La société a remboursé 1.220.651 € d'emprunt au 1<sup>er</sup> semestre et n'a pas contracté de nouveau financement. Elle a décidé de financer ses investissements 2010 en utilisant les découverts bancaires octroyés par ses partenaires financiers, avant de mettre en place un nouvel emprunt en fin d'année 2010.

Les dettes fiscales sont en hausse du fait de l'impact de l'impôt société.

Les comptes fournisseurs diminuent du fait de la baisse des investissements et des prestations externes au 1<sup>er</sup> semestre 2010 par rapport à 2009.

## **ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT**

### **Produits d'exploitation :**

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2010 est en hausse de 2.3 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2009. L'analyse des variations est la suivante :

#### Prestations en hausse :

- Les locations de capacités sont en hausse de 14.6 %, soit 3.132 k€ en 2010 contre 2.734 k€ en 2009, du fait des nouveaux contrats long terme signés avec la SAGESS.
- L'activité d'incorporation d'EMHV dans les gazoles est en forte augmentation, 361 k€ en 2010 contre 186 k€ en 2009 du fait de l'augmentation du taux d'incorporation.
- Le chiffre d'affaires de l'activité de bioéthanol est de 382 k€ en 2010 contre 373 k€ en 2009.

### Prestations en baisse :

- Les activités de passage en baisse de 5.2 %, soit 3.027 k€ en 2010 contre 3.192 k€ en 2009.
- Les prestations de colorations sont de 572 k€ en 2010 contre 642 k€ en 2009 du fait de la baisse de l'activité fuel domestique.
- Les recettes des mandats d'opérations sur les travaux d'investissement sont de 747 k€ en 2010 contre 830 k€ en 2009. La variation porte sur la rémunération des travaux réalisés sur le site d'Ambés.

### Reprises de provisions et amortissements :

- Provisions pour révisions décennales des réservoirs faites en 2010 et provisionnées au 31 décembre 2009 pour 133 k€,
- Les provisions pour renouvellement sur immobilisations renouvelées,
- Les amortissements de caducité repris sur les biens sortis de l'actif suite à l'inventaire physique pour 233 k€.

### **Charges d'exploitation :**

Le poste « achats de matières premières » est en diminution du fait de la baisse de la consommation de colorant, proportionnellement aux prestations de dénaturations facturées par DPA.

Les "autres achats et charges externes" sont en baisse de baisse de 31.27 %. Les principales variations sont :

- Les travaux d'entretiens courants, de révisions décennales et de gros entretiens du premier semestre 2010 qui sont en nette diminution par rapport à la même période de 2009. Ils s'élèvent à 719.2 k€ en 2010 contre 1307.5 k€ en 2009.

La baisse globale des coûts d'entretien s'explique par le souhait de solder les travaux en cours d'arrêt de bac, avant de reprendre sous forme de projet les travaux ceux qui sont à traiter sur 2010. De plus, un certain nombre de contrôles ont permis une meilleure maîtrise des coûts.

- Les locations de capacités de stockage à l'extérieur des dépôts de DPA sont de 244.5 k€ au 1<sup>er</sup> semestre 2010 contre 292 k€ en 2009 du fait du retour en exploitation de bac après révision.
- Diminution importante de l'ensemble des prestations et d'assistance extérieures, qui au 1<sup>er</sup> semestre 2010 se sont élevées à 314 k€ contre 598 k€ en 2009.

Le poste « dotation aux amortissements » augmente du fait du montant des mises en service des investissements.

Les provisions pour renouvellement sont en diminution du fait de la baisse des taux d'indexation servant à la révision des valeurs de remplacement.

### **Résultat d'exploitation :**

Il s'élève à 1.796.696 € contre 176.721 € au 30 juin 2009.

### **Charges financières :**

Elles sont en baisse du fait de la diminution des taux d'intérêts applicables à nos emprunts.

### **Résultat exceptionnel :**

Il est en baisse du fait de la valeur nette des immobilisations sorties de l'actif suite à l'inventaire physique.

### **Résultat net :**

Il s'élève à 985.743 € contre 102.242 € au 30 juin 2009. Au regard des perspectives d'activités et des charges importantes de gros entretiens à réaliser sur le second semestre, nous envisageons, pour l'exercice 2010, un résultat proche par rapport au 30 juin.

## **EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POUR LES EXERCICES A VENIR**

### **Activités dépôt de Bayon**

Le Conseil d'Administration, lors de ses réunions du 23 juillet et du 16 décembre 2009, a pris acte des décisions de ses clients du site de Bayon de ne pas participer aux investissements nécessaires pour l'amélioration du risque environnemental et a décidé d'interrompre les activités de fioul lourd, de combustible de chauffage, d'huile de Palme et d'essence de térébenthine et de papeterie au plus tard à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2010.

Au 30 juin 2010 la totalité des bacs sont en cours de vidange et de nettoyage. Ils feront l'objet d'un contrôle technique afin de décider du devenir de ces capacités de stockage. Au cours du second semestre 2010, seul les bacs de stockage de gazole pour le compte de la SAGESS seront en activité.

Pour information la valeur nette comptable des actifs concernés est évaluée en k€ au 30 juin 2010 à :

- Valeur brute :	5.917
- Amortissement industriels :	- 2.308
- Amortissement de caducité :	- 1.928
- Provision pour renouvellement :	- 899
- <b><u>Valeur nette :</u></b>	<b><u>782</u></b>

**Attestation de la personne assumant la responsabilité**  
**du rapport financier semestriel**

(Article 222-4 – 3° du Règlement Général AMF)

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport semestriel d'activité, figurant en page trois à six, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document.

Fait à BASSENS  
Le 16 juillet 2010

Patrick MOATTI  
Président Directeur Général

# **Rapport du commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels de la société D.P.A., relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

## **1. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de la société.

## **2. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Bordeaux, le 23 juillet 2010

Le Commissaire aux Comptes  
ERNST & YOUNG Audit

Laurent Chapoulaud



## COMPTES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2010

<b>A C T I F</b>	<b>30-juin-10</b>			<b>31-déc-09</b>
	<b>Brut</b>	<b>Amortissements et provisions</b>	<b>NET</b>	<b>NET</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>DOMAINE PRIVE</b>				
Immobilisations incorporelles	271 894	229 908	41 987	52 608
Immobilisations corporelles	779 867	629 072	150 795	146 679
<b>DOMAINE CONCEDE APPORT CONCEDANT</b>				
Immobilisations incorporelles				
Constructions sur sol d'autrui	48 101	48 101		
Installations techniques, matériels et outillages	543 980	543 980		
Autres immobilisations corporelles	107 410	107 410		
<b>DOMAINE CONCEDE APPORT CONCESSIONNAIRE</b>				
Immobilisations incorporelles	744 251	446 218	298 033	170 789
Constructions sur sol d'autrui	4 388 884	69 662	4 319 222	4 346 571
Installations techniques, matériels et outillages	46 616 696	16 192 371	30 424 325	29 079 700
Autres immobilisations corporelles	3 877 810	197 000	3 680 811	3 668 940
<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	2 981 711		2 981 711	2 645 292
S / Total	60 360 604	18 463 722	41 896 883	40 110 579
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Participations				
Prêts	118 807		118 807	122 050
Dépôts et cautionnements	3 912		3 912	3 912
S / Total	122 720		122 720	125 962
TOTAL I	60 483 324	18 463 722	42 019 602	40 236 541
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks de matières	232 743	160 233	72 510	77 358
Créances clients	1 510 390		1 510 390	1 992 358
Autres créances	758 595		758 595	855 460
Disponibilités	105 146		105 146	711 550
S / Total	2 606 873	160 233	2 446 640	3 636 726
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
Charges constatées d'avance	364 086		364 086	79 324
Charges à étaler				
TOTAL II	2 970 959	160 233	2 810 726	3 716 050
TOTAL GENERAL	63 454 283	18 623 955	44 830 329	43 952 591

<b>PASSIF</b>	(avant répartition)	<b>30-juin-10</b>	<b>31-déc-09</b>
<b>CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES</b>			
Capital social (entièrement amorti)		748 170	748 170
Primes d'émission et de fusion		15 053	15 053
Ecarts de réévaluation		17 082	17 082
Ecarts de réévaluation (1976)		2 662 848	2 676 727
Réserve légale		74 817	74 817
Réserves réglementées			
Réserves extraordinaires		223 451	223 451
Réserves ordinaires		1 797 566	1 785 524
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice		985 743	12 042
Subvention d'équipement		16 851	19 258
Provision spéciale de réévaluation		1 165	2 329
Amortissements dérogatoires		285 000	325 179
	TOTAL I	6 827 744	5 899 632
<b>DROITS DU CONCEDANT</b>			
Amortissements de caducité		17 719 380	16 924 542
Amortissements de caducité transférés en capital		-748 170	-748 170
Apport du Concédant à titre gratuit			
	TOTAL II	16 971 210	16 176 372
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>			
Provisions pour grosses réparations		3 059 700	2 842 000
Fonds de renouvellement des installations concédées		7 907 672	7 800 833
Autres provisions pour risques et charges		314 027	365 027
	TOTAL III	11 281 399	11 007 860
<b>AUTRES DETTES</b>			
Emprunts divers		5 737 243	6 537 910
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		2 711 987	3 467 799
Dettes fiscales et sociales		1 160 293	714 123
Dettes diverses		20 580	910
	S / Total	9 630 103	10 720 741
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>			
Produits constatés d'avance		119 872	147 986
	TOTAL IV	9 749 975	10 868 727
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>44 830 329</b>	<b>43 952 591</b>

COMPTE DE RESULTAT	2010	2009	2009
	30 juin	30 juin	31 décembre
PRESTATIONS DE SERVICES	8 541 235	8 346 037	16 204 333
AUTRES PRODUITS	1 841	55	3 001
REPRISE DE PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS	524 690	310 024	546 215
TRANSFERTS DE CHARGES	3 950		25 905
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>9 071 715</b>	<b>8 656 116</b>	<b>16 779 454</b>
ACHATS DE MATIERES STOCKEES	295 096	402 951	684 862
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	2 424 415	3 527 434	6 778 147
IMPOTS ET TAXES	286 091	287 694	538 431
SALAIRES ET TRAITEMENTS	1 173 993	1 160 395	2 225 015
CHARGES SOCIALES	520 831	531 631	1 016 839
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	678 057	529 899	1 107 548
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS DE CADUCITE	1 043 081	979 281	2 008 375
DOTATION AUX PROVISIONS POUR RENOUVELLEMENT	128 958	225 734	446 888
DOTATION AUX PROVISIONS POUR GROSSES REPARATIONS	350 700	344 950	946 500
DOTATION AUX PROVISIONS POUR CHARGES	20 042	116 502	226 320
AUTRES CHARGES	2 041	780	1 497
REDEVANCES DE CONCESSION ET REDEVANCES PORTUAIRES	351 715	372 143	728 788
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>7 275 019</b>	<b>8 479 395</b>	<b>16 709 209</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>1 796 696</b>	<b>176 721</b>	<b>70 245</b>
PRODUITS DE PARTICIPATION			
AUTRES INTERETS			
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			
INTERETS SUR EMPRUNTS	37 396	73 228	104 565
INTERETS DIVERS	590	5 247	9 461
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>37 986</b>	<b>78 475</b>	<b>114 026</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-37 986</b>	<b>-78 475</b>	<b>-114 026</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>1 758 710</b>	<b>98 247</b>	<b>-43 781</b>
SUR OPERATIONS DE GESTION	22 879	59 942	97 281
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	2 407	2 407	7 814
REPRISES SUR PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS	41 344	40 298	82 121
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>66 630</b>	<b>102 647</b>	<b>187 217</b>
SUR OPERATIONS DE GESTION	83 157	1 556	5 733
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	287 740	19 714	85 839
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AMORTISSEMENTS			
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>370 897</b>	<b>21 270</b>	<b>91 572</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-304 267</b>	<b>81 377</b>	<b>95 645</b>
IMPOTS SUR LES SOCIETES	468 701	77 382	39 822
<b>RESULTAT NET</b>	<b>985 743</b>	<b>102 242</b>	<b>12 042</b>

# ANNEXE

## I. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes semestriels 30 juin 2010 ont été élaborés dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Il a été tenu compte dans la présentation des états financiers, des particularités résultant de notre statut de concessionnaire du Port Autonome de Bordeaux auquel nous remettons gratuitement, en 2032, l'ensemble des installations faisant partie du domaine concédé à BAYON et à BASSENS.

### **Evolution au 30 juin du sinistre d'Ambés de janvier 2007**

3. La procédure judiciaire est toujours en cours, aussi bien sur le volet technique pour la recherche des causes de la rupture du bac, que sur le volet financier de l'évaluation du préjudice global. Le rapport de l'expert judiciaire devrait être finalisé fin d'année 2010, ce qui permettra de déterminer les responsabilités des sociétés impliquées.

4. Le 23 décembre 2008, les assureurs de la société VERMILION ont assigné les sociétés ESSO, SPBA et DPA à comparaître devant le Tribunal de Commerce de Nanterre.

Les assureurs de la société VERMILION mettent en demeure les sociétés ESSO SAF, DPA et SPBA à s'acquitter *in solidum* des sommes suivantes :

- 7.575.000 € au titre des dommages remboursés par les assureurs à la société VERMILION, augmentée des intérêts de retard,
- 300.000 € au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile.

Le juge rapporteur du Tribunal de Commerce de Nanterre a décidé, le 26 juin 2009, d'un sursis à statuer dans l'attente de la publication du rapport final de l'expert judiciaire, courant 2010.

A ce stade de l'expertise, le Président considère avoir effectué les diligences nécessaires et agi au mieux de l'intérêt de DPA dans la gestion du sinistre. En conséquence, il estime cette demande infondée et n'a constitué aucune provision au titre de ce contentieux.

### **Suivi des conséquences du contrôle fiscal**

L'administration fiscale est intervenue au cours du 1er trimestre 2008 afin de contrôler les comptes de la société pour les années 2004/2005/2006.

Le redressement portant sur l'assujettissement à la TVA de la partie des recettes concernant le financement des travaux de mise en conformité par la SAGESS est toujours en instance. DPA conteste cette position, par le fait que les travaux étaient indispensables à la mise à disposition des bacs et donc à la réalisation du contrat de prestation. Les deux termes de rémunération prévus au contrat ne forment qu'un tout, décomposés pour fixer des modes d'indexation spécifiques.

DPA a payé une somme de 137.554 €, dont 6.147 € de pénalités, au trésor public correspondant à la période du 1er janvier 2006 au 30 septembre 2007. Cette somme n'a pas été constatée en charge mais en créance sur le trésor au 30 juin 2010.

Le risque latent couvrant la période du 1er octobre 2007 au 30 juin 2010 s'élève à 206.482 €, hors pénalités, somme qui n'a pas fait non plus l'objet de provision au 30 juin 2010.

### **Activités dépôt de Bayon**

Le Conseil d'Administration, lors de ses réunions du 23 juillet et du 16 décembre 2009, a pris acte des décisions de ses clients du site de Bayon de ne pas participer aux investissements nécessaires pour l'amélioration du risque environnemental et a décidé d'interrompre les activités de fioul lourd, de combustible de chauffage, d'huile de Palme et d'essence de térébenthine et de papeterie au plus tard à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2010.

Au 30 juin 2010 la totalité des bacs sont en cours de vidange et de nettoyage. Ils feront l'objet d'un contrôle technique afin de décider du devenir de ces capacités de stockage. Au cours du second semestre 2010, seul les bacs de stockage de gazole pour le compte de la SAGESS seront en activité.

Pour information la valeur nette comptable des actifs concernés est évaluée en k€ au 30 juin 2010 à :

- Valeur brute :	5.917
- Amortissement industriels :	- 2.308
- Amortissement de caducité :	- 1.928
- Provision pour renouvellement :	- 899
- <b><u>Valeur nette :</u></b>	<b><u>782</u></b>

### **Inventaire physique des immobilisations**

La société a fait réaliser par un organisme spécialisé, un inventaire physique de ses immobilisations afin de faire :

- Une mise à jour de ses bases comptables
- Une mise à jour de ses valeurs assurées

Le résultat de cet inventaire sur les comptes semestriels est le suivant :

Valeur brute des actifs sortis :	- 788.461 €
Amortissements des ces actifs :	+ 639.702 €
Reprise d'amortissements de caducité :	+ 233.415 €
Résultat positif dégagé :	+ 84.656 €

## 1) **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

Les immobilisations incorporelles regroupent l'ensemble des logiciels informatiques amortis en linéaire sur une durée de 1 à 7 ans.

## 2) **IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

Le statut particulier des sociétés concessionnaires entraîne le découpage des immobilisations corporelles de la société en deux catégories :

- Immobilisations du domaine Privé : regroupent l'ensemble des biens qui resteront la propriété du concessionnaire à la fin du contrat de concession.
- Immobilisations du domaine Concédé : regroupent l'ensemble des biens qui seront rendus au concédant à la fin du contrat de concession sans contrepartie financière.

### 2.1) **DOMAINE PRIVE**

Les immobilisations du domaine privé sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition.

Les durées d'amortissement pratiquées sur ces biens sont les suivantes :

- Logiciel informatique : linéaire entre 1 à 5 ans.
- Matériel et Outillage : linéaire entre 5 et 10 ans.
- Matériel de transport : linéaire entre 5 et 10 ans.
- Mobilier, machines de bureau : linéaire entre 5 et 10 ans.

### 2.2) **DOMAINE CONCEDE**

Les immobilisations du domaine concédé sont comptabilisées à leur coût d'acquisition à l'exception de celles acquises antérieurement au 31 décembre 1976 qui figurent au bilan à leur valeur réévaluée (réévaluation légale).

Les immobilisations du domaine concédé se décomposent en deux catégories :

#### - **Immobilisations non renouvelables :**

Par nature, ce sont les immobilisations qui ne nécessiteront pas de remplacement pour maintenir leur potentiel productif durant la concession, eu égard à la durée de la concession. La durée de vie du bien dépasse la date de fin du contrat de concession.

#### - **Immobilisations renouvelables :**

Regroupent les autres immobilisations du domaine concédé. Suivant le type d'immobilisation les amortissements pratiqués sont les suivants :

**Amortissement industriel** : il ne s'applique qu'aux immobilisations renouvelables. Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- Constructions : amortissement linéaire de 10 à 15 ans.
- Installations techniques, matériel et outillage : linéaire entre 5 et 20 ans (nous avons amorti exceptionnellement une installation de récupération de vapeur sur une période de 12 mois, comme le prévoient les dispositions fiscales).
- Agencement, aménagement constructions : linéaire sur 10 ans.

**Amortissement de caducité** : il est pratiqué afin de permettre la reconstitution, en fin de concession, des capitaux propres investis dans le domaine concédé. Il est calculé linéairement sur la durée de la concession restant à courir à la date d'achat du bien.

Il s'applique de la façon suivante :

- Immobilisations non renouvelables : sur le coût d'achat.
- Immobilisations renouvelables : pour le premier bien sur son coût d'achat, pour le suivant sur la différence entre son coût d'achat et la valeur du bien qu'il remplace.

**Provision pour renouvellement** : Afin d'étaler sur la durée de la concession le coût de remplacement d'un bien, la société établit un plan de renouvellement de ses biens. Les plans de renouvellement portent sur la majeure partie des biens identifiables entièrement renouvelables.

A la fin de chaque exercice une provision est constatée sur la base de la différence entre le coût estimé de renouvellement du bien et sa valeur d'achat d'origine, jusqu'à la date de renouvellement définie dans le plan.

La dotation de l'exercice est évaluée en tenant compte d'un coefficient égal au quotient du nombre d'années d'utilisation du bien, depuis sa mise en service sur sa durée de vie totale.

Dans le cas du renouvellement d'un bien provisionné, la provision antérieurement dotée est reprise en compte de résultat, soit sur la durée de vie du nouveau bien si il est renouvelable, soit sur la durée restante de la concession si le nouveau bien est non renouvelable.

Dans le cas où la provision de renouvellement constituée serait supérieure au coût de remplacement de l'immobilisation, la quote-part de sur provision est reprise intégralement.

Dans le cas de sortie de l'actif d'un bien sans renouvellement la provision antérieurement dotée est reprise en compte de résultat sur l'exercice de la sortie.

### **Charges de gros entretien**

Les coûts des contrôles effectués sur les réservoirs lors des révisions décennales sont comptabilisés par le biais de provisions pour grosses réparations. Cependant, annuellement ou lors des révisions décennales, il peut s'avérer nécessaire de réaliser des travaux complémentaires non anticipés. Ces travaux se décomposent en deux catégories :

#### 1<sup>ère</sup> catégorie : travaux d'entretien comptabilisés en charges

- Travaux de relevage pour redresser la verticalité ou réaliser la réfection de l'assise.
- Différents travaux d'entretiens courants de soudures ou de peinture.

#### 2<sup>ème</sup> catégorie : travaux comptabilisés en immobilisations (rallongent la durée de vie du bac)

- Remplacement d'une partie des parois ou du fond du réservoir,
- Remplacement des joints de toits
- Peinture époxy d'étanchéité

### **3) IMMOBILISATIONS FINANCIERES**

Elles sont inscrites au bilan à leur valeur historique.

Elles comprennent en particulier les prêts consentis dans le cadre de la participation à l'effort de construction. Ces prêts sont remboursables sur une durée de 20 ans.

### **4) ACTIF CIRCULANT**

Les stocks de matières premières sont évalués à leur coût d'acquisition. Des provisions sont constituées le cas échéant pour constater une dépréciation.

Les créances de l'actif circulant sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### **5) AUTRES FONDS PROPRES : DROITS DU CONCEDANT**

Le compte "droits du concédant" enregistre la contrepartie des opérations faites dans le cadre de la concession. Il correspond au cumul des amortissements de caducité, pratiqués sur les biens du domaine concédé et de la valeur nette comptable des biens apportés par le concédant. Son montant est diminué de la valeur du capital amorti pour 748.170 €.

### **6) AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES**

La Société utilise les possibilités offertes par l'administration fiscale d'amortir certains biens selon le régime dérogatoire, en particulier dans le cas du matériel destiné à économiser de l'énergie.

### **7) PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES**

Des provisions sont constituées pour couvrir des risques et charges, nettement précisés quant à leur objet et que des événements survenus ou en cours, rendent probables.

Les provisions pour risques et charges comprennent en particulier :

- Les provisions pour renouvellement des immobilisations du domaine concédé. L'avis 2000-10 du CNC exclut les provisions pour renouvellement du champ d'applications du règlement n° 2002-06, relatif aux passifs.
- les provisions pour grosses réparations afférentes aux programmes pluriannuels de vérification des bacs d'hydrocarbures sont comptabilisées en conformité avec le règlement 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs.
- Les primes « long service » attribuées aux personnels suivant leur ancienneté dans l'entreprise, sont comptabilisées en conformité avec la recommandation 03-R-01 du CNC sur les engagements sociaux de l'entreprise.



## II. COMPLEMENT D'INFORMATIONS

### VARIATIONS IMMOBILISATIONS BRUTES

		SOLDE AU 31/12/2009	ACQUISITIONS	TRANSFERTS AJUSTEMENTS
<b>DOMAINE PRIVE</b>				
	Immobilisations incorporelles	298 064	5 118	
	Immobilisations corporelles	928 254	38 468	
	Total domaine privé	1 226 319	43 586	
<b>DOMAINE CONCEDE</b>				
	<b>APPORT DU CONCEDANT</b>			
	Immobilisations incorporelles			
	Constructions sur sol d'autrui	48 101		
	Installations techniques spécialisées	543 980,27		
	Autres immobilisations corporelles	107 409,60		
	Sous total	699 491,29		
	<b>APPORT DU CONCESSIONNAIRE</b>			
	Immobilisations incorporelles	591 882	152 368	
	Constructions sur sol d'autrui	4 346 571	109 353	
	Installations techniques spécialisées	45 474 898	2 098 003	
	Autres immobilisations corporelles	3 878 557	12 368	
	Sous total	54 291 909,16	2 372 095	
	<b>Total domaine concédé</b>	54 991 400	2 372 095	
<b>SOUS TOTAL IMMOBILISATIONS</b>		<b>56 217 719</b>	<b>2 415 681</b>	
<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>		2 645 292	2 752 100,03	-2 415 681
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS</b>		<b>58 863 011</b>	<b>5 167 781</b>	<b>-2 415 681</b>
		<b>CESSIONS</b>	<b>COMPTE DU CONCEDANT</b>	<b>SOLDE AU 30/06/2010</b>
<b>DOMAINE PRIVE</b>				
	Immobilisations incorporelles	31 288		271 894
	Immobilisations corporelles	186 855		779 866
	Total domaine privé	218 144		1 051 761
<b>DOMAINE CONCEDE</b>				
	<b>APPORT DU CONCEDANT</b>			
	Immobilisations incorporelles			
	Constructions sur sol d'autrui			48 101
	Installations techniques spécialisées			543 980
	Autres immobilisations corporelles			107 409
	Sous total			699 491
	<b>APPORT DU CONCESSIONNAIRE</b>			
	Immobilisations incorporelles			744 250
	Constructions sur sol d'autrui	67 041		4 388 884
	Installations techniques spécialisées	941 971		46 630 930
	Autres immobilisations corporelles	29 350		3 861 575
	Sous total	1 038 363		55 625 641
	Total domaine concédé	1 038 363		56 325 132
<b>SOUS TOTAL IMMOBILISATIONS</b>		<b>1 256 507</b>		<b>57 376 893</b>
<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>				2 981 710
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS</b>		<b>1 256 507</b>		<b>60 358 604</b>

## VARIATIONS AMORTISSEMENTS

		SOLDE AU 31/12/2009	DOTATIONS	CESSIONS
<b>DOMAINE PRIVE</b>	Immobilisations incorporelles	245 457	15 739	31 288
	Immobilisations corporelles	781 576	33 562	186 066
	<b>Total domaine privé</b>	1 027 033	49 301	217 354
<b>DOMAINE CONCEDE APPORT DU CONCEDANT</b>	Immobilisations incorporelles			
	Constructions sur sol d'autrui	48 101		
	Installations techniques spécialisées	543 980		
	Autres immobilisations corporelles	107 410		
	<b>Sous total</b>	699 491		
<b>APPORT DU CONCESSIONNAIRE</b>	Immobilisations incorporelles	421 093	25 125	
	Constructions sur sol d'autrui		69 662	
	Installations techniques spécialisées	16 395 198	523 475	724 416
	Autres immobilisations corporelles	209 618	10 493	24 997
	<b>Sous total</b>	17 025 909	628 755	749 413
<b>Total domaine concédé</b>	17 725 400	628 755	749 413	
<b>Total immobilisations</b>	18 752 433	678 057	966 768	

		TRANSFERTS AJUSTEMENTS	APPORTS CONCEDANT	SOLDE AU 30/06/2010
<b>DOMAINE PRIVE</b>	Immobilisations incorporelles			229 908
	Immobilisations corporelles			629 072
	<b>Total domaine privé</b>			858 980
<b>DOMAINE CONCEDE APPORT DU CONCEDANT</b>	Immobilisations incorporelles			
	Constructions sur sol d'autrui			48 101
	Installations techniques spécialisées			543 980
	Autres immobilisations corporelles			107 410
	<b>Sous total</b>			699 491
<b>APPORT DU CONCESSIONNAIRE</b>	Immobilisations incorporelles			446 218
	Constructions sur sol d'autrui			69 662
	Installations techniques spécialisées			16 194 257
	Autres immobilisations corporelles			195 114
	<b>Sous total</b>			16 905 251
<b>Total domaine concédé</b>			17 604 742	
<b>Total immobilisations</b>			18 463 722	

## REEVALUATION DE L'ACTIF IMMOBILISE

### 1°) IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES

	VALEUR EN COUT HISTORIQUE	PROVISION SPECIALE DE REEVALUATION	VALEUR REEVALUEE
Valeurs Brutes	1.873.984	1.062.464	2.936.449
Amortissements cumulés	1.873.984	1.061.299	2.935.284
Valeurs Nettes		1165	1.165

### 2°) IMMOBILISATIONS NON AMORTISSABLES

L'écart de réévaluation des immobilisations non amortissables est de 2.662.848 €.

## IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Ce poste comprend :

Un prêt au GIPEC (Groupement Interprofessionnel pour la Participation à l'Effort de Construction) d'un montant de 118.807 €. Le versement au titre de l'exercice a été de 4.132 €.

Les prêts accordés au personnel de la société, afin de participer à l'augmentation de capital de la société TOTAL ont été entièrement remboursés au 30 juin 2010 pour une somme de 7.375 €.

## STOCKS MATIERES

Les stocks de matières se décomposent de la façon suivante :

	Valeur brute	Dépréciation
Emulseurs	178.121	160.233
Additifs et colorants	53.614	
Azote	<u>1.008</u>	<u>          </u>
	232.743	160.233

Un complément de dépréciation, pour tenir compte de la durée de vie de 5 ans de ce produit, a été comptabilisé au compte de résultat dans le poste provisions pour charges d'exploitations à hauteur de 10.042 €.

## ECHEANCES DES CREANCES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

La totalité des créances est à échéance de moins d'un an.

## CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES

	SOLDE AU 31/12/2009	RESULTATS		Autres mouve- ments
		EXERCICE	AFFECTATION EXERCICE DIVIDENDES   AUTRES	
Capital amorti	748 170			
Primes d'émission et de fusions	15 053			
Ecarts de réévaluation	2 693 809			-13 879
Réserve légale	74 817			
Réserves réglementées				
Réserves extraordinaires	223 451			
Réserves ordinaires	1 785 524		12 042	
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice antérieur	12 042		-12 042	
Résultat de l'exercice		985 743		
Subvention d'investissement	19 258			
Provision spéciale de réévaluation	2 329			
Amortissements dérogatoires	325 179			
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>5 899 632</b>	<b>985 743</b>		<b>-13 879</b>

Droits du concédant				
Amortissements de caducité	16 924 542			
Amortis. Transférés en capital	-748 170			
Apport du Concédant à titre gratuit				
<b>TOTAL DROITS DU CONCEDANT</b>	<b>16 176 372</b>			

	PROVISIONS		SUBVENTIONS		SOLDE AU 30/06/2010
	DOTATION	REPRISE	RECUES	AMORTIS.	
Capital amorti					748 170
Primes d'émission et de fusions					15 053
Ecarts de réévaluation					2 679 930
Réserve légale					74 817
Réserves réglementées					
Réserves extraordinaires					223 451
Réserves ordinaires					1 797 566
Report à nouveau					
Résultat de l'exercice antérieur					
Résultat de l'exercice					985 743
Subvention d'investissement				2 407	16 851
Provision spéciale de réévaluation				1 165	1 165
Amortissements dérogatoires				40 179	285 000
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>				<b>43 751</b>	<b>6 827 744</b>

Droits du concédant				
Amortissements de caducité	1 043 081	248 244		
Amortis. Transférés en capital				-748 170
Apport du Concédant à titre gratuit				
<b>TOTAL DROITS DU CONCEDANT</b>	<b>1 043 081</b>	<b>248 244</b>		<b>16 971 210</b>

Le capital social est composé de 97.800 actions au nominal de 7.65 €. Il a été entièrement remboursé au cours des années 1968 à 1983. La valeur portée au passif du bilan correspond à une quote-part des droits du concédant.

## TABLEAU DES PROVISIONS

DESIGNATIONS	2009 31-déc	DOTATIONS EXERCICE	REPRISES EXERCICE		2010 31-juin
			UTILISES	NON UTILISES	
Amortissements dérogatoires	325 179		40 179		285 000
Provisions pour grosses réparations	2 842 000	350 700	133 000		3 059 700
Provisions pour renouvellement des immobilisations concédées	7 800 833	128 958	22 119		7 907 672
Provisions pour litiges	50 000				50 000
Provisions pour prime long service	254 027	10 000			264 027
Provisions pour autres charges	61 000		61 000		
<b>S / T PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>11 333 039</b>	<b>489 658</b>	<b>256 298</b>		<b>11 566 399</b>
Provisions pour dépréciation des stocks	150 191	10 042			160 233
Provisions pour dépréciation des créances	60 327			60 327	
<b>CUMUL DES PROVISIONS</b>	<b>11 543 557</b>	<b>499 700</b>	<b>256 298</b>	<b>60 327</b>	<b>11 726 632</b>

1. Les primes, « long service » octroyées aux personnels après 20, 25, 30, 35 et 40 ans d'ancienneté dans la société ont été provisionnées sur la base des plans de carrière individualisés conformément aux dispositions du règlement CRC 2004-03 du 4 mai 2004 relatif aux médailles du travail. L'estimation a été réalisée par le cabinet MERCER.

Les principales hypothèses retenues sont :

- Faible rotation du personnel.
- Taux de charges sociales de 48.07 %.
- Taux d'actualisation 5.25 %.

2. Le coût de renouvellement des immobilisations est provisionné sur la base des plans de renouvellement individualisés.

Les reprises de provisions pour renouvellement de 22.119 €, correspondent à des provisions reprises dans le cadre de renouvellement de biens immobilisés ou devenues sans objet suite à des sorties d'actifs immobilisés.

3. Le coût des grosses réparations sur les immobilisations est provisionné sur la base des programmes pluriannuels de vérification des bacs.
4. Le litige prud'homal provisionné au 31/12/2007 n'a pas été encore jugé à ce jour.
5. La provision pour dépréciation de créance, à hauteur de 60.327 €, constatée au 31 décembre 2009 pour couvrir les pénalités de retard payées 2008 suite au redressement fiscal sur la taxe professionnelle, a été reprise en totalité. La société a obtenu de l'administration un dégrèvement total de ces pénalités suite à une réclamation déposée en décembre 2009.
6. La provision pour charge à hauteur de 28.000 € constatée au 31/12/2009 pour couvrir le coût de déclassement de 14.000m3 de Jet A1 suite à un problème de contamination, a été reprise en totalité au 30 juin 2010 en contrepartie d'une charge payée de 64.120 €.
7. La provision pour charge à hauteur de 33.000 € constatée au 31/12/2009 pour couvrir le coût du départ à la retraite d'un salarié, a été reprise en totalité au 30/06/2010 en contrepartie d'une charge payée de 33.913 €.

#### TABLEAU DES ECHEANCES DES DETTES

	MONTANT AU 30/06/2010	DEGRE D'EXIGIBILITE DU PASSIF		
		A MOINS DE 1AN	DE 1 A 5 ANS	A PLUS DE 5 ANS
Dettes financières	5.737.243	2.084.531	2.715.212	937.500
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	2.711.987	2.711.987		
Dettes fiscales et Sociales	1.160.293	1.160.293		
Dettes diverses	20.580	20.580		
<b>TOTAL</b>	9.630.103	5.977.391	2.715.212	937.500

#### DETAIL DES CHARGES A PAYER ET PRODUITS A RECEVOIR

	<u>Charges à payer</u>	<u>Produits à recevoir</u>
Fournisseurs	886.896	22.080
Clients	20.486	
Personnel	317.953	
Organismes sociaux	158.314	
Impôts et Taxes	13.644	332.209
<b>TOTAL</b>	<u>1.397.293</u>	<u>354.289</u>

## DETAIL DES COMPTES DE REGULARISATION

### Charges constatées d'avance :

Ce poste correspond à la part des contrats d'assurance, d'entretien et de location payés d'avance pour un total de 364.086 €.

### Produits constatés d'avance :

Ce compte correspond à des loyers perçus d'avance de sociétés clientes.

Ils se répartissent comme suit :

- moins d'un an :	49.965
- de 2 à 5 ans :	69.907

---

119.872

## DETAIL DES DISPONIBILITES

Ce poste comprend les comptes de trésorerie disponible.

## DETAIL DES DETTES FINANCIERES

Ce poste se décompose de la façon suivante :

Emprunts	5.473.165
Intérêts sur emprunts	6.366
Découverts bancaires	257.712

---

5.737.243

Au cours de l'exercice, la Société a perçu la somme de 162.000 € pour solde de l'emprunt de 3.000.000 € sur 8 ans contracté en décembre 2009.

## DETAIL DES TRANSFERTS DE CHARGES

Ce poste se décompose de la façon suivante :

Indemnités assurance	3.950
----------------------	-------

## DETAILS DES PRODUITS EXCEPTIONNELS

Ils se décomposent de la façon suivante :

• Reprise de la provision spéciale de réévaluation	1.165
• Reprise écarts de réévaluation	13.879
• Subvention d'investissement	2.407
• Reprise d'amortissements dérogatoires	40.179
• Produits divers sur exercices antérieurs	9.000

---

66.630

## DETAILS DES CHARGES EXCEPTIONNELLES

Elles se décomposent de la façon suivante :

• Valeurs nettes des immobilisations sorties de l'actif	159.206
• Valeurs nettes des immobilisations renouvelées	128.534
• Coût sinistre Jet A1	64.120
• Pénalités et amende fiscale	19.037
	<hr/>
	370.897

## REPARTITION DU MONTANT DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

	Résultat Avant Impôt	Impôt Dû	Résultat Net
Résultat courant	1.758.710	563.778	1.194.932
Résultat exceptionnel	-304.267	- 95.077	-209.190
Total	1.454.443	468.701	985.742

## HONORAIRES VERSEES AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

(Article 221-1-2° du règlement de l'AMF)

Le cabinet ERNST & YOUNG Audit, commissaires aux comptes de la société, a perçu au titre de sa mission de certification des comptes annuels, les rémunérations HT suivantes :

Exercice 2009	34 873 €
Prov 1 <sup>er</sup> semestre 2010	20.000 €

## REMUNERATION ALLOUEE AUX MANDATAIRES SOCIAUX

(Article L.225-102-1 du code de commerce)

Le montant global des rémunérations versées aux mandataires sociaux de la société, au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2010, s'est élevé à la somme de 54.670 €, et 1249 € d'avantage en nature pour un véhicule de fonction.

## ENGAGEMENT D'INDEMNITES DE DEPART EN RETRAITE

Ces engagements sont calculés conformément à la Convention Collective de l'Industrie du Pétrole et majorés des dispositions internes à l'entreprise. Leurs montants non comptabilisés à la clôture s'élèvent à 449.156 €.



Les hypothèses retenues sont les suivantes:

▪ Base d'évaluation	décembre 2009
▪ Méthode	actuarielle
▪ Age de la retraite	65 ans
▪ Taux de progression des salaires	2.00 %
▪ Taux inflation	2,00 %
▪ Coefficient d'actualisation	5.25 %
▪ Taux de charges sociales	48.07 %

## ENGAGEMENT DE COTISATIONS DE MUTUELLE

La société s'est engagée à prendre en charge une quote-part de la cotisation de la mutuelle des personnels retraités et de leurs conjoints.

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2010, la société a pris en charge 10.869 € de cotisations au profit de 99 bénéficiaires.

A la clôture des comptes, le montant de l'engagement global non comptabilisé concernant le personnel retraité actuel ainsi que les futurs retraités s'élève à 387.512 €.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

▪ Base d'évaluation	décembre 2009
▪ Contrat	cotisation MIP 2009
▪ Age de la retraite	65 ans
▪ Taux inflation	2,00 %

## EFFECTIF MOYEN EMPLOYE PENDANT LA PERIODE

▪ Cadres	10.0
▪ Agents de maîtrise et assimilés	28.0
▪ Employés et ouvriers	12.0
	-----
	50.0
▪ Cadre mis à disposition de l'entreprise	1.0
▪ Autres personnels mis à disposition de l'entreprise	2.0

## SUBVENTION D'EQUIPEMENT

Une subvention de 253.023 € a été versée par l'ADEME pour financer l'installation d'une unité de récupération de vapeur ainsi que la transformation d'un poste de chargement dôme en poste source. Une quote-part de 3.407 € a été portée au compte de résultat en tenant compte des modalités des amortissements des biens subventionnés. Le solde non porté en produit au 30/06/2010 s'élève à 16.850 €.

## DETTE FUTURE D'IMPOT

	<b>Base</b>	<b>Impôts dus à 33.33 %</b>
<u>Accroissement</u>		
• Subvention d'investissement	16.851	5.617
• Amortissements dérogatoires	285.000	95.000
<u>Allègement</u>		
• Organic	13.666	4.555
• Provisions pour congés payés		

## DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION (DIF)

Le nombre d'heures de DIF dus aux salariés est :

- 30/06/2010 4.237 heures pour 48 salariés
- 31/12/2009 4.467 heures pour 50 salariés

Au cours de la période, aucune heure de DIF n'a été utilisée par les salariés

## ENGAGEMENT

### Engagements donnés non comptabilisés

- Caution fournie par BNP PARIBAS, à hauteur de 245.735 € afin de couvrir les opérations diverses vis-à-vis des DOUANES de Bordeaux.

### Engagements donnés comptabilisés

- Selon le contrat de gérance qui la lie au Port Autonome de Bordeaux, la Société est tenue de maintenir en état de fonctionnement les biens du domaine concédé, et de les remettre gratuitement au concédant à la fin du contrat, soit le 31 mai 2032.

Les provisions pour renouvellement et les amortissements de caducité traduisent en comptabilité cette obligation.

A la clôture de l'exercice, l'échéancier d'utilisation des provisions pour renouvellement est le suivant :

A moins d'un an	5.148.010 €
De un à cinq ans	760.847 €
Plus de cinq ans	1.998.815 €
	<hr/>
	7.907.672 €

## Engagements reçus

- La société a signé des contrats de location servant à couvrir le financement de travaux sur des installations utilisées par les clients.

A la clôture de l'exercice le montant des loyers se résume de la façon suivante :

### Loyers non perçus et non comptabilisés

A moins d'un an	458.168 €
De un à cinq ans	1.832.674 €
Plus de cinq ans	1.145.421 €
	<hr/>
	3.436.263 €

### Loyers perçus et non comptabilisés

Le montant de ces loyers est comptabilisé en produits constatés d'avance au passif du bilan.

- La société a signé des contrats de location de capacités engageant les clients sur des durées supérieures à 1 an.

A la clôture de l'exercice le montant des loyers se résume de la façon suivante :

### Loyers non perçus et non comptabilisés

A moins d'un an	2.702.653 €
De un à cinq ans	10.184.957 €
Plus de cinq ans	9.759.438 €
	<hr/>
	22.647.048 €

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	30/06/2010 (6 mois)	31/12/2009 (12 mois)
<b><u>Flux de trésorerie liés à l'activité</u></b>		
Résultat net	985 743	12 042
+Amortissement et provisions	1 688 803	4 007 679
- Plus-values de cessions des immobilisations	-287 740	-82 839
- Variation des charges à répartir		
<b>Marge brute d'autofinancement</b>	<b>2 962 286</b>	<b>4 102 559</b>
<b>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</b>		
Stocks	4 848	120 584
Créances clients	481 969	517 130
Autres créances	96 865	-57 403
CCA	-284 762	39 798
Dettes fournisseurs	-400 763	-152 309
Dettes fiscales et sociales	446 170	-152 396
Autres dettes	19 670	-85 202
PCA	-28 113	-57 366
<b>Total</b>	<b>335 883</b>	<b>172 836</b>
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>3 298 169</b>	<b>4 275 395</b>
<b><u>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</u></b>		
Acquisitions d'éléments d'actif immobilisé		
- Immobilisations incorporelles et corporelles	2 415 682	2 504 494
- Immobilisations en cours	336 418	1 725 382
- Immobilisations financières	4 133	
Total acquisitions	2 756 233	4 229 876
Cession d'immobilisations		
- Immobilisations incorporelles et corporelles		3 000
- Immobilisations financières	7 375	22 716
Total cessions	7 375	25 716
Variation des dettes sur immobilisations	-355 049	524 191
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>-3 103 907</b>	<b>-3 679 969</b>
<b><u>Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement</u></b>		
Dividendes versés aux actionnaires		-244 500
Augmentations de capital en numéraire		
Subvention		
Emissions d'emprunts	162 000	2 838 000
Remboursements d'emprunts	-1 226 744	-2 572 996
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>-1 064 744</b>	<b>20 504</b>
Disponibilités	711 550	393 371
Découverts bancaires		297 751
Trésorerie d'ouverture	711 550	95 620
Disponibilités	105 146	711 550
Découverts bancaires	264 078	
Trésorerie de clôture	-158 932	711 550
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>-870 482</b>	<b>615 930</b>